

Une ministre dans le bain

En tant qu'ex-championne de natation et maman de trois enfants, le sujet des noyades vous tient-il particulièrement à cœur ?

J'ai été appelée à cette fonction de ministre, par rapport à cette thématique. On constate une augmentation des noyades, notamment chez les moins de 6 ans où le nombre a doublé depuis 2015. Les gens ne sont pas forcément éduqués à une vigilance de tous les instants. On a donc lancé ce plan de lutte au ministère des Sports, en invitant les ministères de l'Éducation nationale et de la Santé à être à nos côtés.

Justement, n'y a-t-il pas un travail pédagogique à réaliser en amont dans les écoles ?

Il faut que l'école s'empare aussi de ce sujet. L'une de nos missions est de réformer la natation scolaire. Actuellement, l'idée, c'est que les enfants soient capables de se déplacer en sécurité dans l'eau, à leur entrée au collège. Le constat, c'est que c'est trop tard. Il faut essayer de viser cet objectif à 6 ans. Pour cela, j'ai proposé qu'on passe sur des apprentissages massés, des sortes de « classes bleues », en concentrant l'apprentissage sur une semaine comme on le fait par exemple pour le ski. Le but est qu'à la fin de la semaine, on puisse arriver à cette aisance aquatique.

Concrètement, où en est ce plan ?

On a lancé un appel à projet sur des territoires. Pour 1 M€, on a mis en place un plan de formation et de sensibilisation des

Pour toute une génération, elle restera « Roxy », la première championne du monde française de natation, sur 200 mètres dos, en 1998, et médaillée d'argent deux ans plus tard sur cette même distance, aux JO de Sydney. Celle qui a ouvert la voie aux Laure Manaudou et autres grandes stars d'une discipline à la popularité récente dans l'Hexagone.

Rangée des bassins, Roxana Maracineanu est aujourd'hui la ministre des Sports, choisie il y a un peu plus d'un an par le premier ministre Édouard Philippe, pour succéder à la guépe Laura Flessel. La toute fraîche représentante du gouvernement, qui a lancé en avril dernier son plan « Aisance aquatique », sera l'invitée d'honneur de la journée nationale de la prévention des noyades, qui se déroule au Palais Neptune de Toulon, à partir de 8 h 45. L'occasion de plonger un peu avec elle dans son actualité et ses nouvelles fonctions.

professionnels. À côté de ça, 14 M€ sont dédiés aux équipements. Des solutions nouvelles, innovantes, comme des piscines mobiles : des petits bassins, où des camions piscines, qui pourraient s'installer dans la cour des écoles... Évidemment, on ne résoudra pas ce problème avec 15 M€. Il faut aussi que l'on arrive à motiver d'autres ministères.

Outre cette mission, vous avez du pain sur la planche depuis votre nomination. Vous avez notamment pris position sur les injures à caractère homophobes dans les stades...

Ma prise de position a généré quelques remous. Mais je suis heureuse qu'elle ait permis un débat. Finalement, on se rend compte que tout le monde s'est questionné sur ces incivilités dans les stades.

Que ce soit sur l'homophobie, mais aussi sur le racisme ou les violences. Un certain nombre de dirigeants, que ce soit à la Ligue ou à la Fédération, ont un peu changé leur fusil d'épaule sur ce sujet, tout comme des personnalités du football, comme Deschamps, Griezmann et Platini. Ça me conforte dans l'idée qu'on avance sur le bon chemin.

Les discussions semblent pourtant compliquées avec Noël Le Graët, le président de la fédération française de football...

C'est un sujet, et c'est lui me l'a expliqué de vive voix, qui compte moins pour lui que la prévention du racisme, qui le touche plus personnellement. Néanmoins, je crois qu'il est revenu sur ses propos. Au milieu de tout ça, il y a quand même un corps très important à prendre en compte : les arbitres. C'est ce qui a créé un peu la polémique. Avant même que M. Le Graët ne dise quoi que ce soit, ils se sont saisis de ma prise de position qui prenait en compte ce qu'ils vivaient sur le terrain. Si on arrête le jeu, c'est pour pouvoir mieux le continuer. Sinon, ça devient la guerre. Et nous, ce n'est pas l'idée qu'on a du sport. Les arbitres non plus, et le grand public non plus. On met toujours en avant les valeurs du sport. Pour moi, les valeurs du sport n'existent pas. Il n'y a que les valeurs des gens qui le composent et font le sport.

Si on arrête le jeu, c'est pour pouvoir mieux le continuer"

En parlant de valeurs, n'y a-t-il pas encore du chemin à parcourir en ce qui concerne l'attribution des événements planétaires ?

Qu'avez-vous, par exemple, pensé des championnats du monde d'athlétisme à Doha ?

Il faut prendre en compte

l'universalité du

sport. C'est-à-dire que le sport concerne le monde entier et pas seulement certains territoires. Mais en faisant ça, les fédérations internationales récoltent aussi certains bénéfices financiers. Quand le Qatar ou des pays qui n'ont pas l'habitude de recevoir du sport, mais qui ont de l'argent, sont candidats à l'organisation de certains événements, ils rencontrent évidemment un accueil très favorable de la part de ces fédérations.

N'avez-vous pas votre mot à dire ?

Il y a un principe qui est celui de l'autonomie du mouvement sportif. En tant que gouvernement, on ne fait pas le cahier des charges de l'accueil de ces événements. Néanmoins, le fait que la voix des athlètes s'élève, va peut-être nous permettre d'entamer un dialogue, et de dire : *"Nos territoires sont davantage propices à accueillir les événements sportifs, dans le respect de la santé des athlètes, et dans l'intérêt de la performance sportive."* Quand la moitié des participants d'un marathon abandonne...

Comme dans une compétition"

À croire que les athlètes ne sont plus que les plons d'un système économique qui dégage d'énormes bénéfices ?

Le chantier, en fait, c'est d'arriver à entrer en dialogue avec les fédérations internationales et européennes, choses que les États, aujourd'hui, ne sont pas en mesure de faire. Nous, nous avons la présidence de l'Union européenne en 2021, et j'aimerais arriver à rassembler autour de cette thématique, pour avoir une discussion sérieuse.

Sur les lieux choisis, mais aussi sur les montants parfois incroyables qui sont demandés aux pays hôtes. Certains mettent en danger l'équilibre financier des fédérations nationales, cela pousse les États à se désengager et à ne plus accueillir d'événements en Europe.

Et il faut aussi que l'on comprenne à quoi sert exactement cet argent.

En l'occurrence, la France accueillera la prochaine Coupe du monde de rugby. Avez-vous envoyé des « observateurs » au Japon ?

Le comité d'organisation de Paris-2023 est présent durant toute la compétition, et échange de façon permanente avec le Japon.

C'est inédit, le comité a racheté tous les droits à la fédération internationale. La billetterie, les droits télé, les sponsors...

On s'occupe de tout ça. Donc, on n'a pas le droit de se louper. La Coupe du monde sera d'autant plus une réussite si notre équipe de France se débrouille bien là, et dans les années à venir.

Le rugby, en France, est quelque chose d'important. Je suis sûre que les stades seront remplis.

Vous êtes allées voir jouer le XV de France ?

J'y étais pour le match d'ouverture contre l'Argentine. J'y retourne pour le quart de finale. Ce sera l'occasion de faire le passage de témoin entre le Japon et nous. Si par miracle les Bleus vont en finale, j'irai peut-être avec le Président.

Coupe du monde en 2023, Jeux olympiques en 2024 : la France sera le centre du monde sportif pendant deux ans. Comment abordez-vous ces échéances ?

C'est évidemment très intéressant. Même si je ne serai peut-être plus là en 2024, c'est super intense de l'initier, d'être au début d'une nouvelle aventure pour le sport en France.

Ça aide d'avoir été sportive de haut niveau pour être ministre des Sports ?

Oui, parce qu'il faut avoir de l'énergie tous les jours. Il faut se remobiliser, même quand parfois ça ne se passe pas comme on le veut. Il faut vite oublier et passer au défi suivant. Et quand ça se passe bien, il faut se dire aussi que ce n'est qu'une étape. Comme dans une compétition.

Le ministère des Sports n'est-il pas le parent pauvre du gouvernement ?

C'est réjouissant d'être dans une période où cela change, justement. Les Jeux olympiques intéressent tous les ministères. On est en plein dedans au conseil des ministres. C'est passionnant. Avec le danger, aussi, de ne pas trop s'éparpiller, parce qu'il y a beaucoup de sujets que le sport peut intéresser de près ou de loin.

PROPOS RECUEILLIS PAR FANNY ROCA



La ministre des Sports Roxana Maracineanu sera aujourd'hui à Toulon.

Digest

Née le 7 mai 1975 à Bucarest (Roumanie). Obtient la double nationalité franco-roumaine en 1991.

Palmarès : championne du monde du 200 m dos à Perth en 1998 ; médaillée d'argent aux Jeux Olympiques de Sydney en 2000.

Carrière politique : conseillère régionale d'île de France (2010 - 2015) ; nommée ministre des sports le 4 septembre 2018.